

piastres, devant se déduire de ce chiffre, notre dette directe restait fixée à \$70,000,000.

L'HON. M. BROWN.—Écoutez! écoutez! —Que ne le disiez-vous de suite?

M. M. C. CAMERON.—Parce que je ne voulais pas prendre l'hon. président du conseil dans le piège qu'il s'était tendu à lui-même. (Écoutez! écoutez!) On a donc trouvé que notre dette n'est pas aussi considérable que l'hon. monsieur l'avait supposée, et qu'il y a quatorse ou quinze millions qui ne nous appartiennent pas. Car, l'hon. monsieur, depuis sa liaison avec les anciens corrupteurs, a découvert que notre dette n'était que de soixante-sept millions et demi. L'hon. président du conseil a aussi dit et reconnu avoir dit qu'il était très opposé au chemin de fer intercolonial; et on se rappelle que l'hon. proc.-général du Haut-Canada ayant remarqué qu'il apprenait, par un journal intitulé le *Globe*, que MM. SICOTTE et HOWLAND étaient sur le point de revenir après avoir accompli l'objet de leur mission qui était de se débarrasser du chemin de fer intercolonial, l'hon. président du conseil ajouta que "c'était là une conduite sensée, la conduite la plus sensée qu'ils eussent encore tenue". Mais voilà qu'aujourd'hui l'hon. monsieur a pris la chose tellement à cœur qu'il est prêt à construire ce chemin de fer dont il déclarait si sensé de se débarrasser à une certaine époque, et je crois même qu'il a été jusqu'à dire qu'il faudrait construire cinq chemins de fer intercoloniaux plutôt que de laisser échouer le projet.

PLUSIEURS HON. DÉPUTÉS.—Non, non: six

M. M. C. CAMERON.—Très-bien! nous allons lui en laisser un. Cependant, je n'ai pu lui entendre répliquer en louis, chelins et deniers, le profit que le pays devait retirer de l'entreprise pour l'indemniser des frais de construction d'une chose dont il avait été jugé si sage de se débarrasser il y a deux ans. On avait même proclamé cette conduite pleine de bon sens, malgré les reproches de fausseté dont furent accablés, par les provinces du golfe, les députés canadiens qui étaient allés en Angleterre pour cet objet, et on doit se rappeler que le risque de voir le Canada se faire taxer de mauvaise foi n'empêcha pas l'hon. président du conseil de leur recommander d'en agir ainsi. (Écoutez! écoutez!) Au point de vue politique, je ne vois pas non plus que nous ayions à gagner à la confédération;—je ne vois pas qu'il nous garantisse la tranquillité

dans l'avenir;—je ne crois pas qu'il nous empêche de voir l'hon. président du conseil, sous son titre de député de South Oxford ou de tout autre comté, agiter de nouveau tout notre édifice par ses menées et ses violentes déclarations;—je ne crois pas qu'il éteigne à jamais dans ce pays les brandons de discorde d'autrefois;—je ne crois pas enfin qu'il rende impossible le retour dans le parlement fédéral des mêmes difficultés que nous avons eu à rencontrer dans cette enceinte. (Écoutez! écoutez!) En sus des frais que nous nous serons imposés pour triompher de ces difficultés, nous les verrons se reproduire de nouveau. (Écoutez! écoutez!) Au point de vue commercial, le projet ne nous donne pas l'équivalent des dépenses dans lesquelles il nous jette. Qu'est-ce qu'un marché de 800,000 âmes pour nos produits? Et, d'ailleurs, ne dit-on pas que les provinces du golfe sont très-fertiles et qu'une fois le chemin de fer construit elles pourront se suffire à elles-mêmes? Il nous faudra donc chercher un autre marché que ces provinces. On a prétendu qu'il était désirable d'ouvrir un commerce avec les Indes Occidentales; mais il me semble qu'on peut fort bien atteindre ce résultat sans être obligés, pour cela, de s'unir aux provinces du golfe, et s'imposer une machine politique aussi compliquée. Accomplissons une union dans laquelle toutes les parties aient l'intérêt public en vue et non chacune le leur propre. Ainsi donc, sous le rapport commercial, le projet n'offre pas une perspective si brillante que nous ayions besoin de nous presser de l'adopter sans donner le temps au peuple de faire connaître son avis. Au point de vue militaire, les promesses qu'il nous fait entrevoir d'une aide, des provinces du golfe en hommes et en argent, ne sont pas telles qu'elles nous poussent à rechercher leur union. (Écoutez! écoutez!) Au point de vue des questions particulières de localité, comment le peuple de cette province sera-t-il plus à l'abri des moyens dont s'est servi l'hon. président du conseil (M. BROWN) pour susciter toutes les difficultés qui existent depuis si longtemps entre le Bas et le Haut-Canada, et qui sont la cause qu'aujourd'hui le pays se lance dans d'aussi grands frais pour y remédier? On prétend que le Haut-Canada sera en mesure de contrôler les dépenses parce qu'il aura dix-sept représentants de plus que le Bas-Canada dans la législature fédérale: mais a-t-on réfléchi avec quelle facilité on